

DEPARTEMENT DE L'AIN

COMMUNE de TOSSIAT

PLAN LOCAL D'URBANISME

Modification simplifiée n°1

RAPPORT DE PRESENTATION

Approuvé le 4 septembre 2008

Révision simplifiée le 3 février 2011

Modification le 3 février 2011

Mise en compatibilité en avril 2014

Modification simplifiée n° 1 le



La commune de Tossiat s'est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme **le 4 septembre 2008**.

Elle a fait évoluer son PLU par une **Modification et une Révision simplifiée** approuvées le **3 février 2011**.

Le **4 avril 2014**, le PLU de la commune a été **mis en compatibilité** avec le projet de réalisation de la ZAC « Bourg Sud ».

La Municipalité souhaite aujourd'hui le faire évoluer sur les points suivants (voir l'arrêté municipal daté du 5 novembre 2018) :

- ✓ Modifier le Règlement écrit et les Orientations d'Aménagement et de Programmation sur un point : la notion d'opération portant sur l'ensemble des parcelles
- ✓ Toiletter le Règlement (quelques prescriptions difficiles à appliquer, actualisation du texte suite aux évolutions législatives).

I – LES OBJECTIFS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE

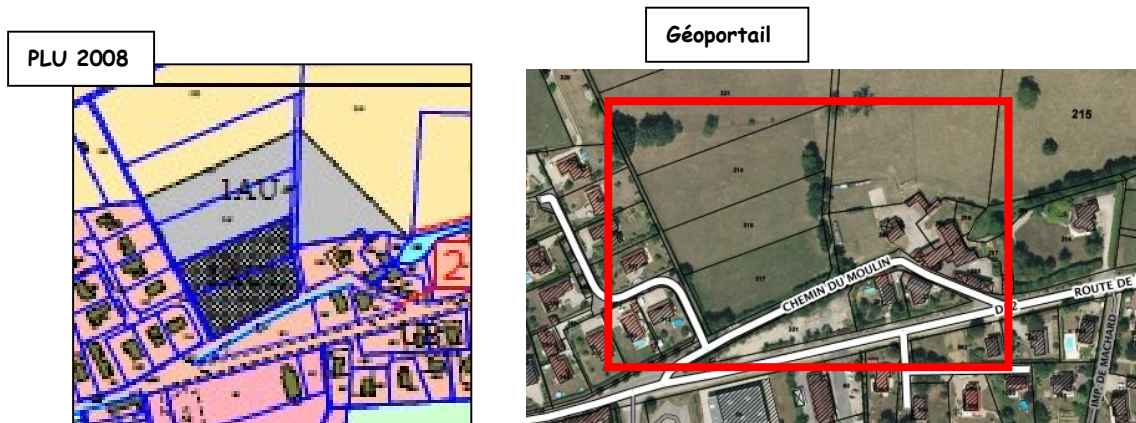
1 - CORRECTION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT (ET DE PROGRAMMATION) PREVUES POUR LES ZONES 1AU

Dans son PLU de 2008, la commune de Tossiat a développé un certain nombre d'orientations d'aménagement (dénomination de l'époque) pour :

- la zone d'activité de la Vavrette,
- les zones 1 AU (OAP appelées **Route de Journans, Route de Saint-Martin-du-Mont, Mas Gruzin**)
- le secteur Vavrette-RD 1075-gare.

La présente Modification simplifiée concerne les Orientations d'aménagement relatives aux zones 1AU (2^e point).

Comme rendu possible par le PLU, les élus souhaitent accepter en 2019 un projet de constructions dans les zones 1AU et 1AU1 **Route de Journans**.



Un aménageur envisage un programme de logements sur ces deux zones mais n'intégrant pas l'ensemble de la zone 1AU (pas la partie Ouest triangulaire).

Or :

- les Orientations d'Aménagement de 2008 indiquent que « l'opération **concernera l'ensemble des parcelles** représentant 2 ha (voir l'article AU2 du règlement). »
- et le Règlement, en son article AU2 : « les opérations d'aménagement doivent **porter sur la totalité de la zone** ».

Cette notion d' «opération portant sur l'ensemble» empêche la réalisation du programme : lien de compatibilité entre le projet et les OAP et de conformité avec le Règlement.

➤ **Il est donc convenu de supprimer la notion de « totalité de la zone » (phrase supprimée) dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation et de modifier l'article AU2 du Règlement de la manière suivante :**

L'urbanisation peut être opérée par la voie d'une opération unique ou sous la forme de plusieurs opérations, menées conjointement ou de façon successive et aboutissant, au final, à un aménagement d'ensemble permettant de garantir que les équipements internes à la zone prévus par l'OAP sont réalisés.

➤ **Cette correction est également faite dans les Orientations d'aménagement pour la zone *Route de Saint-Martin-du-Mont* qui prévoit la même condition d'ouverture à l'urbanisation.**

Par ailleurs, dans le second point de ces orientations d'aménagement relatives aux **Zones à développer en opérations d'ensemble (1AU)**, la diversité de l'habitat et la mixité des logements reporte à la notion de COS.

➤ **Or au vu des évolutions législatives, la notion de COS est à supprimer.**

Texte 2010 :

- *La diversité des formes s'accompagnera de la **diversité des produits** : accession à la propriété et locatif, tailles différentes des logements ...*

Deux manières de parvenir à la diversité (voir le PADD) :

- * **La zone 1 AU 1 est indicée de cette manière pour indiquer un COS de 0,50 permettant une plus forte densité pour la réalisation de logements locatifs (les autres zones 1 AU ont un COS de 0,35 comme les zones UB).**
- * *Dans les 3 autres zones 1 AU, les futurs programmes de logements doivent inclure 15 % de logements locatifs aidés.*

La notion de COS est supprimée (alinéa supprimé), mais la zone 1AU1 peut toujours permettre une densité plus élevée.

2 - TOILETTAGE DU REGLEMENT

Le Règlement du PLU de 2008 nécessite quelques retouches du fait :

- De quelques difficultés d'application repérées par la mairie
- De la prise en compte des textes législatifs ou réglementaires apparus depuis l'approbation du PLU en 2008 et modifiant ou supprimant quelques notions.

Les évolutions législatives et réglementaires :

Il convient de prendre en compte les effets de la Loi ALUR de mars 2014 rendant obsolètes certaines indications dans le Règlement.

De même, depuis la recodification du Livre 1^{er} du code de l'urbanisme entrée en vigueur depuis le 1^{er}/01/2016, doivent être pris en compte les nouveaux articles législatifs et réglementaires.

Le PLU de Tossiat doit respecter la recodification du code de l'urbanisme pour sa partie législative (articles L).

Pour la partie réglementaire : se référer au décret du 28/12/15.

L'article R. 151-1, 2° dans sa version en vigueur au 1er janvier 2016 est applicable, par dérogation, aux PLU dont l'élaboration ou la révision ont été engagées avant cette date :

« VI. - Les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016. Toutefois, dans les cas d'une élaboration ou d'une révision prescrite sur le fondement du I de l'article L. 123-13 en vigueur avant le 31 décembre 2015, le conseil communautaire ou le conseil municipal peut décider que sera applicable au document l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016, par une délibération expresse qui intervient au plus tard lorsque le projet est arrêté.

Les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent également applicables aux plans locaux d'urbanisme qui font l'objet, après le 1er janvier 2016, d'une procédure de révision sur le fondement de l'article L. 153-34 de ce code, de modification ou de mise en compatibilité.

Sont en outre applicables, dans les cas mentionnés aux deux alinéas précédents, les dispositions du 2° de l'article R. 151-1, de l'article R. 151-4, du 1° de l'article R. 151-23 et du 1° de l'article R. 151-25 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ».

Les dispositions antérieures au 1er janvier 2016 sont applicables au PLU de Tossiat à l'exception des articles suivants qui lui sont opposables (dans leur version au 1er janvier 2016) :

- R. 151-1, 2° (capacité de densification et de mutation des espaces bâtis)
 - R. 151-4 (indicateurs)
 - R. 151-23, 1° (CUMA en zone A)
 - R. 151-25, 1° (CUMA et possibilités en zone N)
- Suppression de la notion de SHON au profit de celle de surface de plancher
 - Suppression de la rédaction aux articles 5 ⇒ sans objet (sauf zones A et N)
 - Suppression du COS (article 14) ⇒ sans objet
 - Références à des notions ou des articles du code de l'urbanisme obsolètes aujourd'hui.

Les difficultés d'application du Règlement écrit :

Il s'agit d'améliorer son application au vu des diverses situations rencontrées depuis 2008 :

✓ **Zone 1AU** : voir la correction évoquée ci-dessus (article AU2)

Règlement écrit 2014 :

ARTICLE AU 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

1 – Conditions d'ouverture à l'urbanisation :

❖ Dans les zones 1 AU :

- * *Les constructions doivent être réalisées dans le cadre d'une opération d'ensemble.*
- * *Toute opération d'ensemble doit être compatible avec un aménagement cohérent de la zone. Dans ce but, il est indispensable que l'opération d'aménagement envisagée présente les caractères suivants :*
 - * *elle doit garantir que les équipements d'infrastructures et de superstructures nécessaires seront opérationnels lors de la mise en service des constructions.*
 - * *elle ne doit pas compromettre l'urbanisation ultérieure du reste de la zone en conservant des possibilités raisonnables d'aménagement du reliquat éventuel.*
 - * *Elle doit présenter un schéma d'aménagement cohérent compatible avec les orientations d'aménagement définies.*
- * *Les opérations d'aménagement doivent porter sur la totalité de la zone.*

➤ Modification :

Rendre possible l'urbanisation par la voie d'une opération unique **ou** sous la forme de plusieurs opérations, menées conjointement ou de façon successive et aboutissant, au final, à un aménagement d'ensemble permettant de garantir que les équipements internes à la zone prévus par l'OAP sont réalisés.

Motivation :

Ceci afin d'empêcher certains projets qui ne portent pas sur la totalité de la zone mais qui créent néanmoins des opérations de qualité.

✓ Dispositions générale art. 6 :

Règlement écrit 2014 :

ARTICLE 6 - AMENAGEMENT AUX REGLES D'IMPLANTATION ET DE HAUTEUR POUR CERTAINES CONSTRUCTIONS

Les règles d'implantation par rapport aux voies et limites indiquées aux articles 6 et 7 du règlement des zones ne sont pas applicables aux postes de détente, gaz, autocommutateurs, constructions annexes, clôtures, abris, abris bus, etc ... dont la construction est envisagée par les services publics, leurs concessionnaires (EDF, GDF, Poste, Télécommunications, TDF, services de voirie) ou les organismes exerçant une activité d'intérêt général.

*Les règles de hauteur indiquées aux articles 10 du règlement des zones ne sont pas applicables aux équipements publics d'infrastructure lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent (ex : **château d'eau, relais de communication, etc ...**).*

➤ **Modification** pour les règles de hauteur : ajouter dans la parenthèse « antennes relais, pylônes ... » et supprimer la phrase dans les différents articles 10 des zones. Dire « voir l'article 6 des Dispositions générales ».

✓ **Article UB3 :**

Règlement écrit 2014 :

ARTICLE UB 3 – DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES ET PRIVEES

1 - ACCES

(...)

2 - VOIRIE

- ♦ *Toute voie nouvelle ouverte à la circulation automobile doit être réalisée avec une plate-forme d'au moins 6 mètres de largeur.*
- ♦ *Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche des véhicules de lutte contre l'incendie, aux engins de déneigement et d'enlèvement des ordures ménagères.*
- ♦ *Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon que les véhicules puissent aisément faire demi-tour.*
- ♦ *Les portails d'entrées doivent être réalisés de telle sorte que les véhicules devant s'arrêter avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la chaussée.*

➤ **Modification :**

- Reprendre la rédaction de la zone UA : voies nouvelles : pas de largeur minimum définie mais importance de l'opération
- Recul des portails ⇒ introduire « sauf impossibilité technique (topographie, configuration de la parcelle ...) ou impact architectural »

✓ **Articles UX3, AU3 et A3 :**

➤ **Même modification :**

Voies nouvelles : pas de largeur minimum définie mais importance de l'opération
Pas besoin en zone N car déjà cette rédaction.

✓ **Articles 5 :**

Règlement écrit 2014 :

Zones U, AU : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Aucune caractéristique n'est fixée.

Zones A et N : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

En l'absence de raccordement à un réseau collectif d'assainissement, l'autorisation de construire peut être refusée sur des terrains dont les caractéristiques géologiques et physiques ou une superficie insuffisante, ne permettrait pas d'assurer sur place un assainissement individuel efficace et conforme aux dispositions du schéma directeur d'assainissement.

➤ **Modification :**

Sans objet (dans toutes les zones).

En A et N : formule conservée : selon la filière d'assainissement non collectif.

✓ **Articles 8 :**

Règlement écrit 2014 :

Dans les zones UA, UB et AU :

Une distance d'au moins trois mètres est imposée entre deux bâtiments non contigus.

Dans la zone UX :

- ♦ La distance minimale à respecter entre deux bâtiments non contigus est fixée à 5 mètres.
- ♦ Cette règle peut ne pas être appliquée aux aménagements, extensions et reconstructions de bâtiments existants.

Ailleurs : Non réglementé.

➤ **Modification :**

Prescription inutile et/ou injustifiée surtout avec les enjeux de densification et de petites tailles de parcelles.

« Non réglementé » généralisé à toutes les zones.

✓ **Article UA10 :** hauteur maximale des constructions

Règlement écrit 2014 :

ARTICLE UA 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

- ♦ La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant, avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet, jusqu'au faîtage.
- ♦ Les ouvrages techniques, cheminées, et autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.
- ♦ Dans l'hypothèse d'une construction neuve, la hauteur de la construction doit être comprise entre les hauteurs respectives des mêmes éléments des bâtiments les plus proches.
- ♦ Dans l'hypothèse de la réhabilitation d'un bâtiment existant, la hauteur initiale avant travaux ne doit pas être modifiée.

➤ **Modification :**

Lors de réhabilitations : se référer plutôt au gabarit global du village.

✓ **Article AU3 (voirie) :**

Correction identique à celle de la zone UB :

Recul des portails ⇒ introduire « sauf impossibilité technique (topographie, configuration de la parcelle ...) ou impact architectural »

✓ **Article 1AUxz (ZAC Bourg-Sud) :** hauteur maximale des constructions

Règlement écrit 2014 :

ARTICLE 1 AUxz 10 - HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

- ♦ La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol pré-existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu'au sommet du bâtiment.
- ♦ Les ouvrages techniques, cheminées, et autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.
- ♦ La hauteur maximale des constructions ne doit pas dépasser 12 mètres.
- ♦ Toutefois, une hauteur différente peut être admise pour les éléments techniques de grande hauteur nécessaires aux activités.
- ♦ Il n'est fixé aucune hauteur pour les ouvrages d'intérêt général liés aux infrastructures.
- ♦ Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, les règles d'implantation définies ci-dessus peuvent être assouplies de façon à permettre l'optimisation des performances énergétiques des bâtiments (orientation, ensoleillement ...).

➤ **Modification :**

Contexte de la ZAC : augmenter la hauteur maximale à 14,40 m au lieu de 12 m (homogénéité du secteur car hauteur majorée ainsi par une procédure de Modification simplifiée dans le PLU de Montagnat).

✓ **Articles 11 (sauf UX, UXz et 1AUxz) :**

Règlement écrit 2014 :

♦ **Restauration du bâti ancien :**

(...)

♦ **Implantation et volume :**

- * *En cas d'alignements bâtis, constructions et aménagements doivent respecter les continuités de façades existantes : orientations et niveaux de faîtage, ouvertures ...*
- * *L'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement bâti et en s'y intégrant le mieux possible.*
- * *Pour les constructions à usage d'habitation, la pente des toits doit être comprise entre 35 et 45 % au-dessus de l'horizontale, sauf éventuellement pour les façades incluant des capteurs solaires.
Les pans de toiture des constructions à usage d'activité ou d'annexe doivent avoir une pente de toit de 20 % minimum.
Une pente de toit différente peut être admise pour des raisons techniques, ou pour les vérandas.*
- * *Les toits à un seul pan sont interdits pour les bâtiments isolés mais sont autorisés pour les bâtiments s'appuyant sur les murs d'une construction existante. Ils doivent respecter la pente de 35 à 45 %.*
- * *Les toitures terrasses sont interdites.*
- * *Un débord de toiture d'au moins 0,50 mètre est obligatoire pour les constructions d'une hauteur supérieure à 3 mètres au faîtage.*
- * *Les pastiches d'une architecture archaïque ou l'architecture étrangère à la région sont interdits.*
- * *Aucun seuil ne sera accepté à une cote inférieure à celle du terrain naturel.*

♦ **Éléments de surface :**

- * *Les matériaux de couverture, les enduits, les ouvertures, les menuiseries et huisseries extérieures doivent être déterminés en tenant compte de leur environnement.*
- * *L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit.*
- * *Les teintes d'enduits, de menuiseries et de couverture doivent être en harmonie avec leur environnement bâti.*
- * *L'utilisation des tons vifs, y compris le blanc pur, est interdite pour les enduits, et peintures de façades et de clôtures. Les teintes devront être douces et neutres.*
- * *Les couvertures doivent être réalisées en matériaux ayant l'aspect de tuiles de teinte rouge ou brune. Pour les bâtiments d'activités, les couvertures doivent être de teinte neutre.*
- * *Les vérandas, gardes-corps, panneaux solaires et autres éléments d'architecture bioclimatique, doivent être intégrés à l'enveloppe des constructions en évitant l'effet de superstructures surajoutées.*

♦ **Les clôtures :**

- * *Les clôtures ne sont pas obligatoires.*
- * *Lorsqu'elles sont envisagées, elles doivent être d'aspect sobre, en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux : couleur, matériaux, hauteurs, essences végétales (cf article 13).*

- * Les clôtures peuvent être constituées d'un mur plein, d'un simple grillage sur potelets, ou d'une grille, avec ou sans soubassement apparent. Elles peuvent être doublées d'une haie vive d'essences régionales.
- * Les clôtures en panneaux d'éléments préfabriqués sont interdites.
- * La hauteur des clôtures est limitée à 1,50 mètre.
- * L'emploi à nu, en parements extérieurs, de matériaux normalement conçus pour être recouverts d'un enduit ou d'un autre type de revêtement est interdit.
- * L'utilisation du blanc pur et de teintes vives est interdite pour les enduits et peintures de clôture. Comme pour les façades, les teintes doivent être en harmonie avec leur environnement, en cherchant à se fondre dans le paysage. Elles doivent être douces et neutres.
- * La hauteur des clôtures ou des murs peut être adaptée ou imposée par l'autorité compétente en fonction de la nature particulière de l'installation ou de la topographie des lieux, et selon des critères de sécurité, de salubrité et de bonne ordonnance en usage.
- * Les supports de coffret EDF, boîte à lettres, commandes d'accès etc... doivent être intégrés au dispositif de clôture.

➤ **Modifications :**

Toitures-terrasses interdites **sauf** comme élément restreint de liaison et dans les cas visés pour optimiser les performances énergétiques (toitures planes végétalisées)

Couleur des couvertures : teintes rouges pour éviter des teintes non souhaitées notamment les brun et gris.

Enlever la phrase interdisant les clôtures en panneaux d'éléments préfabriqués.

✓ **Articles 12 (sauf UX, UXz et 1AUxz) :**

Règlement écrit 2014 :

- ♦ Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues doit correspondre aux besoins des constructions et installations.
- ♦ Il doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.
- ♦ La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'une voiture particulière est de 25 m² y compris les accès.
- ♦ Tout m² de SHON commencé implique la réalisation d'une place entière.
- ♦ Il est exigé :

* **Pour les constructions à usage d'habitation :**

- * 1 place de stationnement pour les studios,
- * 2 places de stationnement par logement au-delà.

Ces normes ne s'appliquent pas aux extensions qui n'ont pas pour effet la création d'unités habitables nouvelles.

- * **Pour les constructions à usage de bureaux ou de services :** 1 place par tranche indivisible de 25 m² de SHON.
- * **Pour les activités artisanales :** 1 place pour deux emplois plus les surfaces nécessaires pour les livraisons et les véhicules de service.
- * **Pour les constructions à usage commercial :** 1 place de stationnement par tranche de 25 m² de surface de vente.
- * **Pour les constructions et installations à usage hôtelier, à usage d'équipement collectif, d'accueil du public ou de restauration :**
 - * destinées à abriter du personnel : 1 place pour 2 employés.
 - * appelées à recevoir du public : 1 place par 20 m² de S.H.O.N.

- * *destinées à l'hébergement : 1 place par chambre.*
- * *destinées à la restauration : 1 place par 20 m² de S.H.O.N. (bars, salles de café, restaurants cumulés).*

➤ **Modifications :**

Enlever la surface de 25 m².

Préférer le terme « logement » à « construction d'habitation » qui peut contenir plusieurs logements.

Enlever les détails de places exigées pour les différentes destinations. Préférer :
« Pour les autres destinations, chaque projet devra démontrer que la problématique « stationnement » a été prise en compte (nombre de places suffisant pour la clientèle, les livraisons, etc ...). »

✓ **Article A2 :**

➤ **Modification :**

Ajouter les nouvelles constructions destinées au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime (CUMA)

Et les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et aux services publics dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages

✓ **Article N2 :**

ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

A condition que leur impact sur l'environnement soit réduit au minimum, et qu'ils demeurent compatibles avec le maintien de la qualité du site, sont admis :

♣ *Les travaux suivants concernant les constructions existantes :*

- * *l'aménagement des constructions existantes, avec ou sans changements de destination, dans le respect des aspects architecturaux et des volumes initiaux, et à condition qu'il n'y ait plus de bâtiments d'exploitation agricole en activité à moins de 100 mètres*
- * *l'extension des constructions existantes, avec ou sans changements de destination, dans la limite totale de 250 m² de SHON après extension, dans le respect des aspects architecturaux initiaux, et à condition qu'il n'y ait plus de bâtiments d'exploitation agricole en activité à moins de 100 mètres*

➤ **Modification :**

Préciser « dans les secteurs Nh » pour plus de clarté.

Voir aussi pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs et aux services publics dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages

✓ **Article N3 :****ARTICLE N 3 – DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES****1 - ACCES**

(…)

2 - VOIRIE

- ♦ *Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir.*
- ♦ *Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche des véhicules de lutte contre l'incendie, aux engins de déneigement et d'enlèvement des ordures ménagères.*
- ♦ *Les voies nouvelles se terminant en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon que les véhicules puissent aisément faire demi-tour.*
- ♦ *Les portails d'entrées doivent être réalisés de telle sorte que les véhicules devant s'arrêter avant de les franchir puissent le faire sans empiéter sur la chaussée.*

➤ **Modification :**

Recul des portails ⇒ introduire « sauf impossibilité technique (topographie, configuration de la parcelle ...) ou impact architectural ».

II – LA JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE

La procédure de Modification simplifiée souhaitée par la commune de Tossiat a donc pour objectif de **modifier les Orientations d'aménagement et de programmation et le Règlement écrit.**

Ces corrections respectent les critères de la procédure de **Modification simplifiée** prévue par le code de l'urbanisme (art. L 153-45) :

Article L153-36 :

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de **modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation** ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L153-41 (Modification avec enquête publique)

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

Article L153-45 (Modification simplifiée)

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, **être effectuée selon une procédure simplifiée**. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

III – LA MODIFICATION SIMPLIFIEE ET LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Le territoire communal
(source : Géoportail)

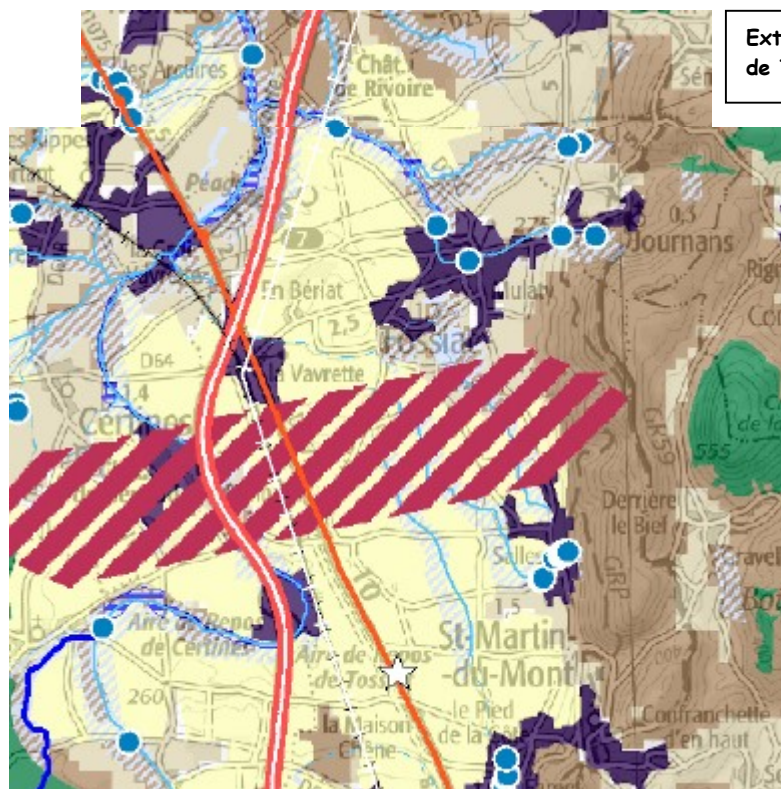


Au vu de l'article L 104-2-1^{er}a) du code de l'urbanisme, « font l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1, les plans locaux d'urbanisme qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ».

La commune est concernée par quelques zones humides repérées dans l'inventaire des zones humides du Département. Voir les détails ci-dessous.

Tossiat et le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) :



Le SRCE de la région Rhône-Alpes, a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.
L'atlas du SRCE est constitué de cartes au 1/100 000.




Extraits du SRCE pour le secteur de Tossiat

La Trame bleue :


Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue

-  - Objectif associé : à préserver
-  - Objectif associé : à remettre en bon état


Grands lacs naturels

-  - Objectif associé : à remettre en bon état
Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru
- Objectif associé : à préserver
Lac d'Annecy





Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau

-  Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux














-  Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état
Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

-  Perméabilité forte
-  Perméabilité moyenne
-  Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *
-  Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser



-  Zones artificialisées
-  Plans d'eau
-  Cours d'eau permanent et intermittent, canaux
- Infrastructures routières**
 -  Type autoroutier
 -  Routes principales
 -  Routes secondaires
 -  Tunnels
- Infrastructures ferroviaires**
 -  Voies ferrées principales et LGV
 -  Tunnels
- ☆ Points de conflits (écrasements, obstacles...)
-  Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade ...)
-  Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)
- Projets d'infrastructures linéaires**
 -  Routes, autoroutes
 -  Voies ferrées

Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées
(Données non exhaustives)

Réservoirs de biodiversité :

-  Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Corridors d'importance régionale :

- | Fuseaux | Axes | Objectif associé : |
|---|---|--------------------------|
|  |  | - à préserver |
|  |  | - à remettre en bon état |

Selon le SRCE, la commune est concernée par :

- Des grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire
- Des espaces de perméabilité forte
- Un corridor d'importance régionale à remettre en bon état
- Pour la trame bleue, les zones humides et des obstacles à l'écoulement des cours d'eau.

= synthèse des éléments séparés évoqués ci-dessous à travers l'inventaire départemental des zones humides.

Les composantes théoriques des trames verte et bleue :

*** Réservoirs de biodiversité**

Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats peuvent assurer leur fonctionnement : Arrêté de protection de biotope, réserves, parc national, sites Natura 2000, ZNIEFF 1, sites de protection d'espèces

*** Corridors écologiques :**

Espaces linéaires, discontinus ou paysagers qui assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

*** Corridors fuseaux :**

Traduction d'un principe de connexion global, nécessitant un travail à une échelle plus fine précisant les espaces de passages.

*** Corridors axes :**

Traduction d'enjeux de connexions plus localisés et plus contraints, vulnérables ...

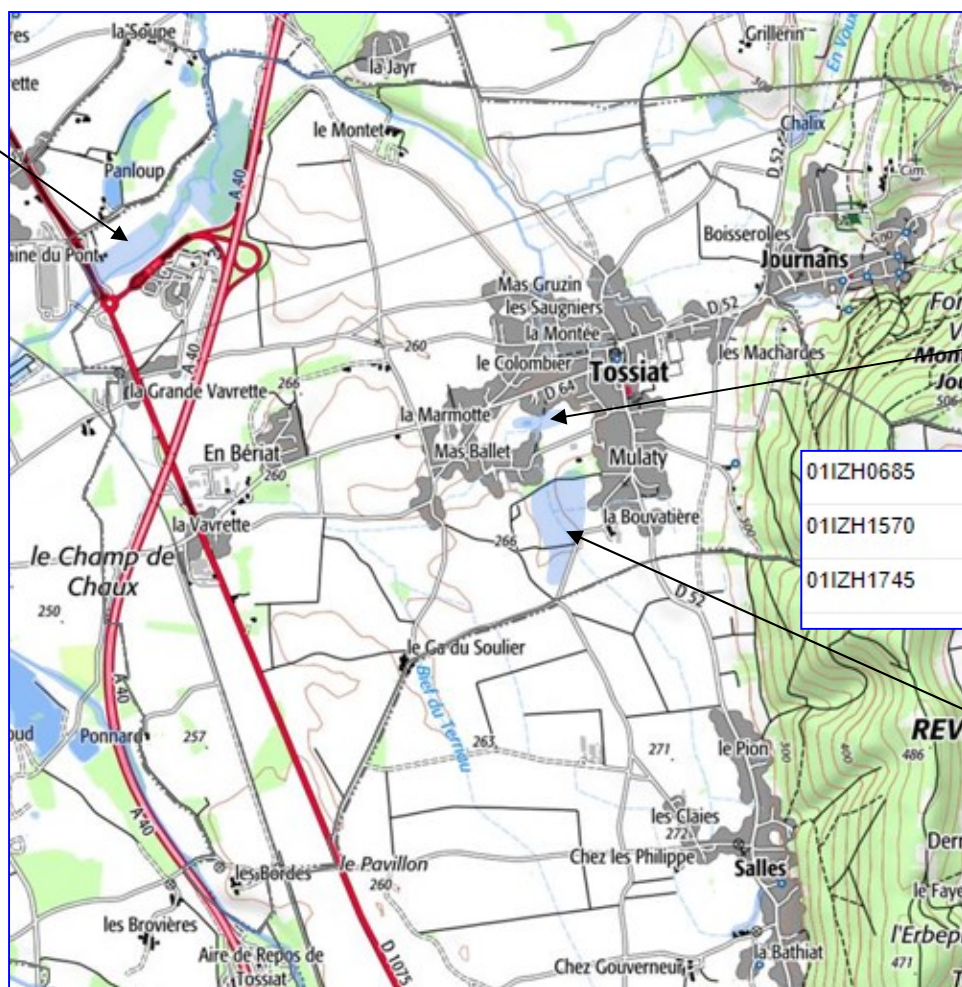
*** Espaces perméables**

Espaces de nature ordinaire à dominantes agricole, forestière et naturelle de relativement bonne qualité et globalement perméables aux déplacements de la faune assurant la liaison entre les réservoirs de biodiversité : Haies, bosquets, ...

*** Trames bleues**

Éléments aquatiques (cours d'eau, canaux et zones humides) et espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques Cours d'eau et canaux classés en liste 1 et 2, espaces de mobilité ou de liberté le long des cours d'eau, couvertures végétales le long des cours d'eau, réservoirs biologiques SDAGE, zones de frayères, lacs naturels, inventaires zones humides, zones humides < 1 ha, ...

Les trois zones humides identifiées à Tossiat :



01IZH0685	LA REYSSOUZE 02
01IZH1570	PRAIRIE HUMIDE TOSSIAT
01IZH1745	RUISSEAU DE LA LESCHÈRE

Définies par la loi du 3 janvier 1992, les zones humides jouent un rôle essentiel dans la régulation des eaux, l'auto-épuration et constituent un réservoir de biodiversité. Toutefois, elles sont menacées par l'urbanisation, l'endiguement, les activités agricoles et autres activités.

En conséquence, il convient de ne pas dégrader leurs bassins d'alimentation, y compris pour celles de petites tailles n'ayant pas forcément fait l'objet d'inventaire et de fait sans statut de protection.

La France s'est dotée en 1995 d'un plan national d'action pour l'ensemble des zones humides de son territoire. Il a pour objet d'enrayer la dégradation de ces milieux fragiles et de reconquérir de nouveaux espaces.

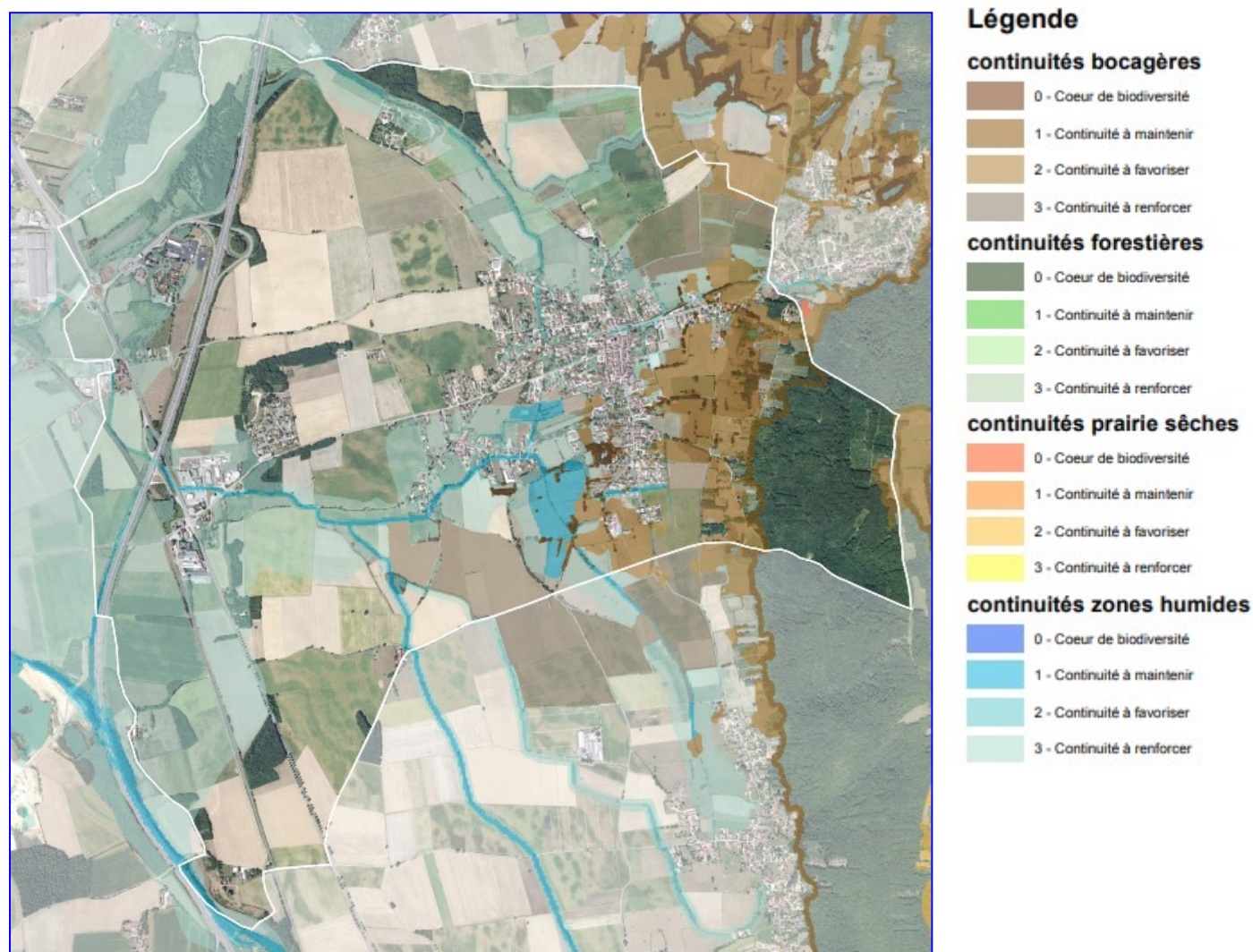
De plus, le SDAGE préconise de :

- maintenir la surface en zones humides à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée,
- ne pas dégrader les zones humides et leur bassin d'alimentation, y compris celles de petite taille n'ayant pas forcément fait l'objet d'inventaire, et/ou sans statut de protection réglementaire.

La révision de l'inventaire départemental des zones humides de décembre 2006 a été validée le 1er février 2013.

La commune doit identifier les zones humides dans le cadre de la réalisation de son document d'urbanisme. L'inventaire du conseil général doit figurer dans le PLU, au mieux être complété par un inventaire plus exhaustif. La préservation de ces zones humides s'inscrit dans les objectifs du SDAGE.

Les données par l'Inventaire des continuités éco-paysagères reconnues d'intérêt départemental :



On retrouve ici un certain nombre des éléments repérés ci-dessus : les zones humides et la perméabilité forte avec les continuités bocagères.

➤ **Les modifications apportées au Règlement écrit, telles que décrites ci-avant, et aux Orientations d'Aménagement et de Programmation ne sont pas susceptibles d'affecter de manière significative les éléments environnementaux de la commune.**

➤ **En inscrivant, déjà en 2008, l'orientation dans la Zone 1 AU Route de Journans « La ligne boisée doit être conservée », la continuité bocagère indiquée ci-dessus « à maintenir » sera préservée.**

IV – LA COMPOSITION DU DOSSIER DE MODIFICATION SIMPLIFIEE

En fonction de l'ensemble du point à modifier, le dossier de Modification simplifiée du PLU est composé :

- ❖ Du présent rapport de présentation expliquant les objectifs et la nécessaire modification
- ❖ Du règlement avant et après modification (2014 et 2019)
- ❖ Des OAP avant et après modification (2008 et 2019).